

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES
ET EUROPEENNES**

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par : Claire Lise SOUVIGNET
E-mail : claire-lise.souvignet@loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.45.25
Dossier n° 77/3867
Opération n° 2005/0540

**Le Préfet de la Loire
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1993 complété par les arrêtés du 27 octobre 1997 et du 2 avril 2001 réglementant les activités exercées par la **STE TECPHY** dans ses installations sises sur le territoire de la commune de **FIRMINY - Usine de l'Ondaine - 40 rue de la Tour de Varan** ;

VU la déclaration du 31 août 2004 par laquelle la **STE AUBERT ET DUVAL** fait connaître qu'elle exploite les installations susvisées ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des installations classées en date du 14 mars 2005 établi suite à la visite d'inspection réalisée le 21 avril 2004 ;

VU la lettre du 11 avril 2005 par laquelle la **STE AUBERT ET DUVAL** transmet ses observations sur le projet d'arrêté transmis par l'inspecteur des installations classées ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène, au cours de sa séance du 2 mai 2005 ;

CONSIDERANT que des modifications ont été apportées depuis 1997 aux conditions de fonctionnement des installations susvisées et qu'il y a donc lieu de procéder à la mise à jour du tableau des activités ;

CONSIDERANT que les analyses des eaux souterraines fournies par l'exploitant donnent des valeurs élevées en Fe, en Al et en Su, et qu'il convient en conséquence de prescrire une étude hydrogéologique détaillée portant sur l'ensemble du site dont les conclusions préciseront le nombre de piézomètres à surveiller et les paramètres à analyser ;

CONSIDERANT que les résultats de l'évaluation simplifiée des risques révèlent des valeurs élevées en analyses de métaux (Fe, Mn et Al), que la cotation sol arrive d'ores et déjà à des valeurs proches d'un classement du site en 1, 5 secteurs sont considérés comme des sources de pollution, et qu'il est ainsi nécessaire de prescrire la réalisation d'une étude détaillée des risques comprenant en particulier les berges de l'Ondaine qui ont subi des pollutions chroniques au cours des années passées ;

CONSIDERANT que des prescriptions complémentaires doivent être imposées à l'installation susvisée afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que l'exécution des prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté devrait permettre l'exercice des activités de la société susvisée en compatibilité avec leur environnement ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Le tableau de classement des activités exploitées, **usine de l'Ondaine, rue du colonel Riez à FIRMINY**, par la **Société AUBERT ET DUVAL** dont le siège social situé à PARIS Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine anciennement dénommée TECPHY, figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 17.744 du 27 octobre 1997 est remplacé par le tableau suivant :

DESIGNATION DE L'ACTIVITE	ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT	N° DE LA NOMENCLATURE	A ou D
Fabrication de l'acier au convertisseur, au four électrique ou par affinage en poche	Aciérie ? 1 four à arc 40t ? 1 four induction 6t ? 1 four poche 40t (affinage)	2545	A
Aluminium (dépôts de poudre, limaille, tournures, copeaux) - sans poudre quantité ? 5t	Aciérie : 20t de grenailles d'aluminium stockées en trémies et magasin ? à 1t	1450-2 a	A
Combustion de (fioul domestique ou gaz naturel) ? à 20 MW	L'ensemble des installations de combustion au gaz naturel représente une puissance thermique de 98,2 MW	2910-1°	A
Dépôts de ferrosilicium	Aciérie : 20t en big-bag	195	D
Dépôts de liquides inflammables Capacité nominale comprise entre 10 et 100m ³	Aciérie : cuve aérienne 12m ³ de gas-oil Forge : 2 cuves aériennes d'huile minérale de 20m ³ , équipements hydrauliques presse : capacité totale : 30m ³ Atelier de traitement thermique: bache de trempe enterrée à huile minérale de 440m ³ et une cuve aérienne d'huile minérale de 20 m ³	1432	D
Travail mécanique des métaux et alliages	Forge : Puissance installée : 3000 kW	2560-1 (ex 281)	A
Travail mécanique des métaux et alliages	Atelier usinage : ? 10 scies ? 1 aléseuse fraiseuse ? 14 tours ? 5 foreuses ? 2 meuleuses Puissance installée 1652 kW	2560 -1 (ex 282)	A

Fonderies de métaux et alliages Utilisation même accidentelle de déchets métalliques (tournures, limailles, vieux métaux) imprégnés ou recouverts de produits étrangers divers (huile, peinture, isolants)	Acierie : 4000t/mois maxi Production : 2000t/mois Supérieur à 10t/jour	2551-1	A
Trempé recuit ou revenus des métaux et alliages	Traitement thermique : 15 fours de 12800 kW	2561	D
Stockage et récupération de déchets de métaux (résidus, carcasse de véhicules) Surface : 50m ²	Acierie : 600t sur 20 000m ²	286	A
Installation de réfrigération ou compression (P 1bar) P 500kW	3 compresseurs pour l'établissement représentant une puissance absorbée de 1100kW	2920-2°a	A
Emploi et stockage de l'Oxygène 2 t < q < 200 t	2 stockages de 22 t unitaires	1220-3	D
Utilisation et dépôt de radioéléments Activité 740MBq du gr.II+cobalt 60 – 4500 bequerel	Contrôle qualité installé à proximité du Parc à ferrailles Etalonnage des détecteurs de radioactivité à l'entrée	1710-2°a	D

ARTICLE 2 : Surveillance des eaux souterraines et superficielles potentiellement polluées

a) OBJET

La société AUBERT ET DUVAL est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines et des eaux superficielles (Ondaine) au droit ou à proximité de son site de l'Usine de l'Ondaine, rue du colonel Riez 42704 FIRMINY qui complètent celles d'ores et déjà prescrites.

b) RESEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Conception du réseau de forages

Trois forages, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et deux en amont. La définition du nombre, du lieu d'implantation et de la profondeur des forages mis en place (PZ1 à PZ5 suivant plan en annexe), des paramètres surveillés et de la fréquence des prélèvements seront justifiés à l'inspection des installations classées sur le plan hydrogéologique. L'étude prendra en compte le rabattement de nappe permanent exécuté pour maintenir hors d'eau la fosse du bâtiment aciérie lieu de production du four électrique.

Réalisation des forages

Les forages mis en place seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

c) ANALYSE DES EAUX SOUTERRAINES

Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

Nature et fréquence d'analyse

Les paramètres ci-dessous seront analysés dans l'ensemble des 5 piézomètres et du pompage de rabattement de nappe précité conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur à fréquence à minima trimestrielle pendant un an, puis semestrielle (période de hautes et basses eaux à prendre en compte) :

Paramètres
pH – Hydrocarbures Totaux
Cyanures – Total des métaux
Fe – Cu - Zn - Pb- Mn - Al – Cd – Cr total – Ni – Sn – Mo- Co et Vanadium
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques : anthracène, benzo(a)anthracène, benzo(a)pyrène, benzo(ghi)fluoranthène, chrysène, fluoranthène, phénanthrène, indéno(1,2,3-cd)pyrène, naphthalène, benzo(ghi)pérylène
BTEX : a minima Xylène, toluène, éthylbenzène
Solvants chlorés : a minima cis-dichloroéthène, trichlorométhane, 1,1,1 trichloroéthane, trichloroéthène, tétrachloroéthène
Niveau de la nappe

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique et de l'eau du pompage sera transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable) et les propositions de traitement éventuel. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

d) ANALYSE DES EAUX SUPERFICIELLES

Prélèvement et échantillonnage des eaux superficielles

Un prélèvement et un échantillonnage de l'eau de l'Ondaine en amont et en aval du site seront réalisés suivant les fréquences indiquées ci-dessous. Les modalités de prélèvement et d'échantillonnage choisies seront transmises au préalable pour accord à l'inspection des installations classées.

Nature et fréquence d'analyse

Les paramètres ci-dessous seront analysés conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur à fréquence à minima trimestrielle pendant un an, puis semestrielle (période de hautes et basses eaux à prendre en compte) :

Paramètres
pH – DCO – MES – Hydrocarbures Totaux
Cyanures
Total des métaux : Fe – Cu - Zn - Pb- Mn - Al – Cd – Cr total – Ni – Sn – Mo- Co et Vanadium
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques : anthracène, benzo(a)anthracène, benzo(a)pyrène, benzo(ghi)fluoranthène, chrysène, fluoranthène, phénanthrène, indéno(1,2,3-

cd)pyrène, naphtalène, benzo(ghi)pérylène
BTEX : a minima Xylène, toluène, éthylbenzène
Solvants chlorés : a minima cis-dichloroéthène, trichlorométhane, 1,1,1 trichloroéthane, trichloroéthène, tétrachloroéthène

Le résultat des analyses sera transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable). Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

e) BILAN DE LA SURVEILLANCE

En début de chaque année (janvier), un bilan commenté de la surveillance des eaux souterraines (évolution paramètres, évolution pluviométrique et piézométrique cartes piézométriques,.....) et superficielles sera transmis à l'inspection des installations classées.

f) ECHEANCES

Le respect des prescriptions ci-dessus devra être fait selon l'échéancier ci-dessous :

- ? conception du réseau de forage avec validation par l'hydrogéologue.....**3 mois**
- ? mise en place du réseau de surveillance et premières analyses..... **6 mois**
- ? surveillances des eaux superficielles (Ondaine) et premières analyses **septembre 2005**

g) DUREE

La surveillance pourra être allégée ou suspendue dès lors qu'une nouvelle évaluation du risque aura démontré la non nécessité de cette surveillance ou sera au minimum poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif fixé, et ce pendant un temps jugé suffisant par l'inspecteur des installations classées. Toute demande de révision du cahier des charges sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

h) FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 : Diagnostic approfondi et Etude Détaillée des Risques

Objet

La société AUBERT ET DUVAL est tenue :

- ? de réaliser un diagnostic approfondi et une étude détaillée des risques pour son usine de l'Ondaine conformément à la dernière version guide méthodologique élaboré par le Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire en matière de gestion des sites pollués ;
- ? de respecter les dispositions du présent arrêté pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit ou à proximité du site susnommé.

Objectifs

Pour réaliser cette étude, la société AUBERT ET DUVAL devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera soumis à l'inspecteur des installations classées.

L'étude devra permettre d'évaluer l'impact du site sur la base d'une analyse des risques sur des cibles identifiées sur le site et dans son environnement immédiat, voire à plus longue distance en cas de risques importants vis à vis des milieux sols, eaux superficielles et souterraines, et ainsi de définir les objectifs de réhabilitation qui permettront d'atteindre un niveau de risque acceptable pour l'usage préétabli du site et de son environnement.

Contenu

A l'issue du diagnostic approfondi et de l'évaluation détaillée des risques menés pour le site étudié, un rapport de synthèse des informations acquises et des résultats des évaluations sera remis à l'inspecteur des installations classées.

Ce rapport comprendra notamment les points suivants :

- ? la description du site dans son état actuel avec la localisation, l'identification et la caractérisation précise des sources de pollution,
- ? une présentation détaillée de la stratégie d'investigations,
- ? la description des campagnes d'échantillonnage et d'analyses,
- ? la justification du choix des cibles prises en considération pour les évaluations détaillées des risques (hommes, ressources en eaux, écosystèmes, biens matériels),
- ? les résultats des évaluations détaillées des risques pour chacune des cibles prises en considération, en précisant en particulier :
 - ✍ le choix des substances retenues,
 - ✍ les données toxicologiques utilisées,
 - ✍ la nature des sources d'exposition considérées dans le cadre de l'évaluation détaillée des risques pour la santé humaine,
 - ✍ les choix justifiés des scénarios d'exposition d'une part, du (des) modèle(s) retenus avec leurs hypothèses de calcul d'autre part,
 - ✍ les concentrations admissibles dans les milieux pour les différents scénarios étudiés,
- ? l'analyse détaillée des incertitudes
- ? des conclusions et recommandations acceptées et validées par l'exploitant et portant sur la nécessité ou non d'une réhabilitation compte tenu de l'usage du site préétabli, la définition des objectifs de réhabilitation et le recensement des éventuelles actions complémentaires à engager dans le futur, notamment en terme de surveillance et de restrictions d'usage.

Un résumé non technique des études effectuées sera joint au rapport dont le contenu est détaillé ci-avant afin d'en faciliter la prise de connaissance par des personnes non averties. Celui-ci sera considéré comme public et donc communicable sur demande.

A compter de la date du présent arrêté, les éléments demandés au présent article 3 seront fournis en trois exemplaires au Préfet de la Loire selon l'échéancier suivant :

- ? cahier des charges de l'étude.....**3.mois**

- ? rapport de l'étude diagnostic approfondie et propositions pour l'Etude Détaillée des Risques.....**6 mois**
- ? rapport de l'Etude Détaillée des Risques.....**11 mois**

ARTICLE 4 : Cessation d'activité, presse 2000 tonnes.

Conformément à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant déposera un dossier de cessation d'activité du site concernant l'ancienne presse de 2000t situé en bordure de l'Ondaine sous **un délai de 11 mois**.

ARTICLE 5 : Bilan de fonctionnement

Conformément à l'arrêté du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement, l'exploitant fournira, dans **un délai de 6 mois**, le bilan de fonctionnement de son usine de l'Ondaine à FIRMINY.

Le bilan de fonctionnement de l'installation au cours de la période décennale passée, sur la base des données disponibles, notamment celles recueillies en application des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et de la réglementation en vigueur. Cette analyse comprend en particulier :

- 1) Une analyse du fonctionnement de l'installation au cours de la période décennale passée, sur la base des données disponibles, notamment celles recueillies en application des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et de la réglementation en vigueur. Cette analyse comprend en particulier :
 - ? la conformité de l'installation vis à vis des prescriptions de l'arrêté d'autorisation ou de la réglementation en vigueur, et notamment des valeurs limites d'émission ;
 - ? une synthèse de la surveillance des émissions, du fonctionnement de l'installation et de ses effets sur l'environnement, en précisant notamment la qualité de l'air, des eaux superficielles et souterraines et l'état des sols ;
 - ? l'évolution des flux des principaux polluants et l'évolution de la gestion des déchets ;
 - ? un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
 - ? les investissements en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.
- 2) Les éléments venant compléter et modifier l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement et la santé telle que prévu au b de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;
- 3) Une analyse des performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions par rapport à l'efficacité des techniques disponibles mentionnées au deuxième alinéa de l'article 17 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, c'est-à-dire aux performances des meilleures techniques disponibles telles que définies en annexe 2 de l'arrêté du 29 juin 2004 ;
- 4) Les mesures envisagées par l'exploitant sur la base des meilleures techniques disponibles pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients de l'installation ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes, tel que prévu au d de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé. Ces mesures concernent notamment la réduction des émissions et les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie ;

- 5) Les mesures envisagées pour placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement en cas de cessation définitive de toutes les activités.

ARTICLE 6

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 7

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 8

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le maire de FIRMINY et M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 23 juin 2005

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick FERIN

Ampliation adressée à :

- Monsieur le Directeur

STE AUBERT ET DUVAL

40, rue de la Tour de Varan

BP 141

42700 - FIRMINY

- Monsieur le Maire de FIRMINY

- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

- Archives

- Chrono.